

## INTRODUCTION

# Sur la ligne de crête

**L**e 8 mars 1979 et les deux jours suivants, par milliers, des Iraniennes manifestaient dans les rues de Téhéran, refusant avec énergie et courage de se plier à l'injonction qui leur était faite par l'ayatollah Khomeiny, tout juste rentré dans son pays, de porter un voile « couvrant la tête et le cou ». En 1979, des féministes de divers pays (et pas seulement occidentaux) affirmèrent une solidarité politique avec les manifestantes iraniennes, ayant alors plus de lucidité à l'égard du régime qui s'annonçait que bien des gouvernements et bien des intellectuels d'extrême gauche, lesquels n'avaient pour seule boussole que la lutte contre l'« impérialisme américain et/ou occidental ».

Je suis pour ma part arrivée à Téhéran le 19 mars 1979 – jour où la féministe américaine Kate Millett en était expulsée –, pour un séjour de plusieurs semaines qui m'a permis d'approcher un Iran en pleine effervescence. À de multiples égards, les termes des débats actuels étaient déjà là et, comme aujourd'hui, opposaient des femmes à d'autres femmes. « Dans la République islamique, affirmaient nombre de banderoles déployées dans les rues de Téhéran, une femme aura plus de dignité que n'importe quelle autre femme dans le monde. »

Avis partagé par les militantes de la Société des femmes islamiques, qui estimaient que le port du voile empêchait de

considérer une femme comme un objet sexuel. « N'est-ce pas contre cette réduction que vous luttez aussi chez vous, vous qui êtes féministe ? » me demandaient-elles ironiquement. L'argumentation fonctionnait de manière binaire, dans un affrontement islam/Occident, voile *versus* nudité des publicités, polygamie contre prostitution, traditions contre modernité.

Autre analyse du côté des femmes de nombreux groupes iraniens (l'Éveil des femmes, l'Union nationale des femmes, Les Femmes en lutte, le Syndicat révolutionnaire des femmes combattantes, le Comité pour la défense des droits des femmes), qui avaient manifesté durant trois jours, puis arrêté. Beaucoup s'estimaient « coincées », pour reprendre leur mot, entre les fanatiques religieux et les partisans du shah, et craignaient d'être utilisées contre ce qu'elles appelaient alors la « révolution ». Qualifiées de « vendues à l'Occident et au Satan américain » ou de « traîtres à leur patrie », ces manifestantes qui avaient largement pris leur part dans la lutte contre le shah ne disaient pas encore ouvertement non au nouveau régime, mais elles devinaient que la République islamique à venir ne leur serait pas favorable. Elles avaient raison. Elles ont été vaincues, mais il ne faut pas oublier que la première résistance à l'islamisme a été d'abord le fait de *femmes manifestant pour la liberté des femmes*.

## **Le voile de l'Iran à la France**

En Iran, cette résistance commencée il y a quarante ans continue, avec des femmes qui se dévoilent en public et paient de lourdes peines de prison ce geste de liberté. En 1979, on ne pouvait imaginer que l'enjeu du voile gagnerait un pays comme la France ni qu'il y serait un constant objet de débats et d'affrontements où les femmes occupent, sans qu'elles en soient forcément des actrices volontaires, une place centrale. Des camps qui s'affichent comme opposés les entraînent dans un « choc des

civilisations », les prennent comme mesure de la modernité ou de l'archaïsme, des identités nationale ou religieuse, du Nord et du Sud, de l'orientalisme ou de l'occidentalisme, du progrès ou de l'obscurantisme.

Il arrive même que l'on prétende mener des guerres en leur nom ou pour elles, non pas avec le projet de récupérer une Hélène enlevée par Pâris, mais pour les libérer du « droit de cuissage », comme l'affirmait en 1980 le premier secrétaire du Parti communiste français, Georges Marchais, en justification de l'intervention soviétique en Afghanistan ou, des années plus tard, en 2001, pour donner une légitimité supplémentaire à une autre intervention, toujours en Afghanistan, mais américaine cette fois, à l'initiative du président G.W. Bush après les attentats islamistes du 11 Septembre.

S'il était difficile en 1979 d'imaginer que le port du voile se développerait en France, il n'était guère concevable qu'il instaurerait une ligne de clivage entre féministes, les unes jugeant que, même porté librement, il est un signe d'oppression des femmes, les autres estimant que le féminisme consiste à laisser les femmes s'habiller comme elles veulent, ou se baigner dans la tenue de leur choix (par exemple en burkini), sous-entendant ainsi qu'un choix est respectable du moment qu'il est fait par une femme.

On ne pouvait pas imaginer non plus que, au nom de ce qui est appelé la « lutte contre l'islamophobie », des féministes, au fil des années, signeraient en tant que telles des tribunes qualifiant de « liberticide » et de « raciste » une loi interdisant le port du voile au sein des établissements scolaires, ni même qu'elles manifesteraient aux côtés de prêcheurs islamistes. Mais l'imagination n'a pas toujours le pouvoir !

Le voile et l'islam ne sont pas les seules sources de divergences entre féministes. Il convient d'ailleurs de remarquer que le mot « féminisme », encore voué aux gémonies il y a une dizaine d'années (au point que la création par des jeunes femmes d'un

collectif nommé Osez le féminisme ! paraissait relever de la transgression), est devenu très à la mode. À la mode, mais adjectif. La liste est longue des qualificatifs qui désormais s'accrochent au substantif féminisme. Aux anciens « universaliste » et « différentialiste » se sont ajoutés « blanc », « black », « afro », « antiraciste », « islamique », « musulman », « post-colonial », « décolonial », « intégral », « conventionnel », « médiatique », « policier », et j'en oublie !

Avec ces adjectifs sont énoncés des analyses, des jugements et des pratiques opposés. Ainsi, il est « féministe » de lutter contre la prostitution ou de la défendre ; d'être favorable à la gestation pour autrui (GPA) ou de la condamner ; de mener des luttes contre le harcèlement ou de juger qu'elles conduisent à limiter la liberté sexuelle ; d'assimiler, au nom de l'intersectionnalité et de la démarche décoloniale, l'universalisme à l'impérialisme, au racisme ou au « féminisme blanc » ou, au contraire, de s'en faire l'avocate tout en articulant – et c'est un paradoxe – émancipation des femmes et identité française ; ou encore de qualifier de féministe la remise au goût du jour de la formule d'Hippocrate, « *tota mulier in utero* » (« la femme est tout entière dans son utérus »).

Désaccords et dissensus ne sont pas en eux-mêmes un problème, mais des expressions de la démocratie. Ils ne sont pas non plus une nouveauté, car il n'y a jamais eu un seul féminisme ni une pensée unique du féminisme, ce qui n'a rien d'étonnant, vu la complexité de l'enjeu. En outre, exiger des féministes qu'elles aient un point de vue uniforme reviendrait à considérer qu'elles constituent un groupe homogène, soit comme groupe politique, soit comme groupe sexué – les femmes –, alors qu'il n'est jamais demandé aux hommes d'être d'accord sur tout. Attribuer les divergences à la seule différence de générations serait les dépolitiser et, de surcroît, serait inexact : anciennes du MLF ou plus jeunes partagent la répartition des positionnements.

Cependant, d'autres questions méritent d'être posées. Ne s'agit-il toujours que de désaccords ? S'agit-il d'une salubre extension du domaine du féminisme et d'un pluralisme bienvenu ? Ou bien de confusions, d'entreprises de brouillard et de brouillages, de régressions, de restaurations, de détournement et de captation d'un mot, avec un antiféminisme, voire un anteféminisme qui se déguisent en féminisme ? Le plaidoyer pour un féminisme « pluriel » serait-il le masque d'un abandon du féminisme ?

Faut-il en conclure que ce mot a perdu son sens, qu'il est « corrompu », comme le suggérait Virginia Woolf, qu'il est donc préférable de l'écrire « en grosses lettres noires sur une feuille de papier ministre », puis d'approcher « une allumette de ce papier » pour le brûler<sup>1</sup> ?

Avant de décider, il n'est pas inutile de traverser quelques-unes de ces divergences, ce qui n'est pas sans risque, vu leur vivacité, les désaccords se combinant avec une stigmatisation autant des idées que des personnes. « Il doit être possible d'interroger la norme blanche d'une société, jugent la sénatrice Esther Benbassa et la journaliste-essayiste Rokhaya Diallo, sans être accusé de racisme anti-blanc<sup>2</sup>. » Elles ont raison. Il devrait alors être possible aussi d'interroger le féminisme qui se dit « intersectionnel », ou « décolonial », ou « afro », sans être aussitôt accusée de « racisme » ou d'« islamophobie », ou bien disqualifiée en « blanche » et « dominante » ! J'ajoute qu'il devrait être aussi possible de s'opposer, dans le même geste, aux instrumentalisation identitaires de l'égalité femmes-hommes sans risquer d'autres accusations, celle de « faire le jeu » de l'islamisme ou de l'horrible « néo-féminisme » sectaire et délateur.

1. Virginia Woolf, *Trois Guinées*, Paris, 10/18, 2002, p. 170.

2. [https://www.liberation.fr/debats/2019/09/19/racismes-ne-plus-jouer-avec-les-mots\\_1752379](https://www.liberation.fr/debats/2019/09/19/racismes-ne-plus-jouer-avec-les-mots_1752379).

## **Contre la double occidentalisation**

Triste impression d'être prise en otage. Pour y échapper, il faut donc se situer sur une ligne de crête, y cheminer, dans un geste critique à contre-courant.

Se situer n'est pas tant dire un accord ou un désaccord, émettre une opinion, que de décortiquer des fonctionnements rhétoriques et intellectuels, en ces temps d'affrontements manichéens, de brutalité des réseaux sociaux, d'avidité des chaînes d'information en continu pour les positionnements dogmatiques, les provocations, les discours caricaturaux qui divisent, avec des effets de buzz et de rendements publicitaires.

Ce n'est pas parce que la ligne de crête est un chemin présentant quelques dangers qu'il ne faut pas l'emprunter. Une triple nécessité y conduit.

Premièrement, il s'agit de questionner ce qui figure actuellement une forme de radicalité, avec ses passages obligés (conjugaison du sexe, de la race et de la classe, qui se dit aussi antisexisme, antiracisme, anticapitalisme, ou encore intersectionnalité, décolonialité, afro-féminisme).

En deuxième lieu, il est nécessaire d'interpeller l'instrumentalisation du féminisme dans une perspective identitaire, nationaliste, mais aussi raciste (racisme anti-noir, anti-arabe, anti-musulman, anti-immigrés), tandis que l'instant d'après est vilipendé un « néo-féminisme », terme qui est un outil de disqualification plurielle.

Ces deux démarches relèvent d'un enjeu de transmission. Il s'agit de souligner les oublis (souvent volontaires), de déconstruire des amalgames, de tenir à distance les confusions et les intimidations des deux bords, afin de refuser une *double occidentalisation*, celle qui fait de l'égalité femmes-hommes une donnée de l'Occident, lui ôtant du même coup son historicité, et celle qui la rend synonyme de l'Occident « colonial et civilisationnel ».

Troisième nécessité : plaider la cause d'un féminisme universel, étouffé par des catéchismes concurrents mais qui, heureusement, trace son chemin dans les luttes qui chaque jour et dans de nombreux pays sont menées par des femmes, non pas au risque de la seule polémique, mais à celui de la prison, de la torture, de la mort – des femmes qui sont des héritières en même temps que des créatrices.